Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 100 (1955)
Heft: 12

Artikel: Quelques autres précisions sur le "maquis du Vercors"
Autor: [s.n.]
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-342701

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Quelques autres précisions sur le « maquis du Vercors »

Au cours de la dernière guerre mondiale, alors qu'une importante partie du territoire français était sous l'occupation allemande, après la défaite de 1940, apparurent les « Forces françaises de l'intérieur » (F.F.I.). L'Angleterre, qui n'avait pas été attaquée dans son île, poursuivait la guerre et bientôt les Etats-Unis entrèrent dans le conflit. L'attaque de la Russie par les Allemands, en juin 1941, rupture du pacte « Ribbentrop-Molotov » qui liait ces deux pays, modifia l'équilibre des forces au préjudice de l'Allemagne. L'espoir d'une victoire finale renaissait en Occident.

Le général de Gaulle avait gagné Londres où il était non seulement le symbole du ralliement français, mais encore l'organisateur de la résistance sur le sol national. Dès lors, et dans ce nouveau climat psychologique et moral, des milliers de Français estimèrent devoir contribuer à la libération de leur pays et apporter ainsi le tribut de leur patriotisme, et souvent de leur sacrifice à l'anéantissement de la puissante « Wehrmacht ». Ils prirent le nom de « résistants » ou de « maquisards ». Rassemblés dans des zones faciles à défendre, aux ordres de chefs départementaux, ces derniers relevant à leur tour d'un « commandant de la région », à l'image des anciens corps d'armée, ces F.F.I. avaient pour mission principale, en marge de leurs petites actions de guérilla, de collaborer, le moment venu, aux débarquements des troupes alliées en France (Normandie, Provence), en fixant dans certains secteurs des troupes allemandes dont l'absence devait se faire cruellement sentir sur les plages où allaient se livrer les premiers combats de 1944.

Bien que le principe de la « résistance » soit de tous les temps, ses modalités d'application variant dans des conditions déterminées, le rôle de la « Résistance française » de 1940 à 1944 (et pareillement celui des « partisans italiens incrustés dans la zone néo-fasciste du nord de la Péninsule) a retenu l'attention, non seulement de nombreux écrivains militaires, mais aussi des états-majors de divers pays, qui se demandaient dans quelle mesure de tels « procédés de combat » pouvaient être, le cas échéant, incorporés à une doctrine de défense nationale.

La *Revue militaire suisse* n'a pas manqué de se pencher sur ce problème et son distingué et fidèle collaborateur français, le général J. Revol, a traité ce sujet dans deux études parues en 1954 (février et juillet). L'auteur y avait abordé le cas du « Vercors » qui fut,

dans la région des Préalpes françaises, l'un des principaux centres de la résistance, dominant la plaine du Rhône, les vallées de la Drôme, de l'Isère et du Drac.

Ceux de nos lecteurs qui ont encore en mémoire les articles du général Revol se rappellent que cet écrivain, tout en rendant hommage aux combattants du Vercors (« A l'actif de cette troupe, disait-il, on doit noter son moral élevé, son excellent esprit, son patriotisme fervent et l'ardent désir de se battre »), portait un jugement assez sévère sur l'organisation du commandement, les méthodes de combat, la conception de la défense et sur le rôle, médiocre à ses yeux, joué par le « Vercors » dans le cadre des opérations de Normandie et de Provence. Ces critiques n'avaient pas laissé, nous le savons, d'étonner plusieurs de nos camarades français, notamment ceux qui prirent une part active à la défense du « Vercors » et qui doivent à leur vaillance de résistants de revêtir aujourd'hui d'importants commandements.

Leur appréciation des événements fait l'objet des lignes qui suivent, que nous a adressées un officier français. Nous les publions non seulement par souci d'objectivité, mais nous sommes heureux de rendre hommage à l'esprit de sacrifice des acteurs du drame évoqué.

(*Rédaction.*)

* * *

La *Revue militaire suisse* a publié deux articles du général Revol, à propos du Vercors, où l'auteur critique l'action menée par les chefs militaires français de la Résistance [1].

On ne saurait laisser s'accréditer une version des faits qui risquerait, si elle était acceptée, de compromettre l'avenir de notre pays.

Certes, les chefs de la Résistance ne se croient pas à l'abri de la critique : et l'auteur de ces lignes, quoiqu'il ne fût pas au Vercors, pense d'abord à lui-même en l'écrivant. Mais s'ils ont commis des erreurs — et ce ne sont pas celles que leur reproche le général Revol — c'est que rien dans notre formation militaire d'avant-guerre ne nous avait préparés à un mode d'action dont il fallut à la fois improviser les moyens et découvrir les règles. Au milieu de quels dangers et à quel prix, on le sait. C'est précisément pourquoi on ne saurait admettre

[1] *Revue militaire suisse* : février et juillet 1954.

les conclusions du général Revol qui conduiraient, si on l'écoutait, à oublier délibérément une expérience dont l'actualité est pourtant évidente.

* * *

Toute l'argumentation de l'auteur repose sur une pétition de principes : partant de l'idée préconçue que la guérilla n'est qu'un auxiliaire de la grande guerre, il aboutit en quelques pages à la conclusion que la guérilla ne peut être qu'un auxiliaire de la grande guerre.

Il cite à l'appui de cette opinion deux exemples excellents, celui de la guerre de Cent ans, et celui de la guerre d'Espagne. Mais pour notre part, nous en tirons des conclusions diamétralement opposées aux siennes.

Pendant la période de la guerre de Cent ans évoquée, la Résistance française, que nous décrit très bien l'auteur, a obligé les Anglais à « occuper » c'est-à-dire à disperser leurs forces dans une infinité de villes et de châteaux. On sait ce que coûte en effectifs la défense en surface. C'est pourquoi, aux quelques centaines de lances qu'a réussi à rassembler Jeanne d'Arc — car les « milliers de gentilshommes » n'ont rejoint qu'après Orléans : autrement, où eût été le miracle ? — Bedford ne put opposer lui aussi que quelques centaines de lances.

Les guerilleros furent, plus que Wellington, les véritables auteurs de la défaite française en Espagne, entre 1808 et 1814. L'Armée française y fut toujours au moins deux fois supérieure en nombre à toutes les armées régulières anglaise, portugaise et espagnole réunies. Si le rôle de la résistance espagnole fut aussi accessoire que le dit l'auteur, comment expliquer que les 60 000 Anglo-Portugais de Torres Vedras aient suffi à tenir en échec les 360 000 Français qui se trouvaient alors dans la péninsule ?

L'erreur est de vouloir faire des partisans les auxiliaires des troupes réglées. Le débarquement de Quiberon, en 1795,

et son échec sont des exemples typiques de cette conception. Et c'est de là que vient d'ailleurs la prévention bien connue des « militaires » contre les guerilleros. Comme Wellington, ils ne les ont jamais vus qu'à côté d'eux, dans un rôle qui n'est pas le leur.

C'est au contraire en Normandie, bien loin d'Orléans et de Reims, et bien avant l'intervention de Jeanne d'Arc, qu'ils eurent le plus d'activité autour des années 1420.

C'est en Navarre, en Biscaye, en Castille, bien loin des arrières immédiats de Soult et de Masséna et bien avant les Arapiles, qu'agissaient efficacement les guerilleros.

Car il est tout à fait faux qu'une action de ce genre doive être obligatoirement et « étroitement » liée à une intervention extérieure, dans le temps et encore moins dans l'espace.

C'est sur le plan stratégique et non sur le plan tactique qu'il faut réaliser l'unité d'action entre les forces purement militaires, d'une part, la guerilla et l'insurrection, d'autre part.

* * *

Une armée régulière est incapable de venir à bout de partisans, comme ceux-ci sont incapables de chasser celle-là du pays qu'elle occupe. Pour obtenir ce dernier résultat il faut l'intervention de troupes réglées. Mais la résistance pèse d'un tel poids que cette intervention peut n'être plus, à côté d'elle, qu'un appoint.

On peut attendre cette action de l'extérieur. Ce fut le cas de la petite armée de Wellington.

Mais vouloir constituer une armée régulière à l'intérieur de la résistance n'est pas chimérique. Et c'est, en fait, à quoi se sont toujours efforcés les chefs de partisans, qu'ils fussent d'ailleurs civils ou militaires.

Les raisons pour lesquelles ils désirent disposer eux-mêmes de cet indispensable « corps de bataille » sont évidentes. Souci de l'indépendance nationale, non seulement face à l'ennemi, mais vis-à-vis de leurs alliés ; désir de pallier, par l'instau-

ration d'une discipline militaire, les inévitables excès de la guerre de partisans ; et d'autres encore...

En Espagne, la guerilla de Mina — un civil — constituait une véritable division. En Catalogne, l'Armée impériale eut toujours devant elle des forces régulières, que leurs chefs fussent des officiers — comme Milans et Saarsfield — ou des civils — comme Eroles et Manso.

Mao-Tsé-Toung, à toutes les pages de son ouvrage, s'élève contre le « guerillaïsme » : non pas, évidemment, parce qu'il nie l'efficacité des partisans, qu'il connaît mieux que personne, mais parce que, au moment où il écrit, il estime ce stade dépassé. Et après son exemple, qui pourrait soutenir que la transformation de la Résistance en action militaire est impossible ?

* * *

En outre, la concentration est le processus normal de la guerilla, par la force des choses. Que le résultat en soit heureux ou malheureux, on ne peut pas toujours s'y opposer et il faut bien en tirer le meilleur parti. Les raisons en sont faciles à comprendre.

La résistance commence par des isolés. Contre eux, des gendarmes suffisent. Les individus, devenus des hors-la-loi, se groupent alors en « maquis », capables de se défendre contre une patrouille. Il faut rassembler des compagnies pour les attaquer. Les maquis, pour résister, se concentrent en groupes, contre lesquels il faut des divisions. Mais pour en trouver les effectifs, il faut alléger « l'occupation » — à ce moment apparaît la vieille querelle des postes et des colonnes mobiles — c'est-à-dire qu'il faut abandonner de vastes portions de territoire, où les « rebelles » se rassemblent, et où « l'occupant » ne peut plus pénétrer qu'en force.

Les colonnes mobiles y pénètrent, sans doute, et dispersent les maquis, mais ceux-ci se reforment ailleurs et grossissent, car celles-là ne peuvent être partout à la fois. Par suite, les forces nécessaires pour agir contre eux deviennent de plus en

plus importantes et, par conséquent, le territoire tenu en permanence diminue. Bientôt, l'étranger ne garde plus que quelques villes, et se trouve comme assiégé dans le pays qu'il occupe.

Ainsi la résistance allant — au moins en apparence — d'échec en échec sur le plan tactique, parvient au succès stratégique.

C'est l'histoire de l'Espagne de 1809 et 1814, et celle de bien d'autres théâtres d'opérations. C'est aussi celle que nous avons vu s'amorcer en France en 1944.

* * *

Enfin et surtout, il ne faut jamais oublier que des partisans, — chouans, guerilleros, maquisards, ou quelque nom qu'on leur donne — ne sont pas des mobilisés qui, au reçu d'un ordre d'appel, rejoignent un lieu assigné au jour dit, et au gré de leurs chefs ; faute de quoi on leur enverrait les gendarmes. *Mais des volontaires dans toute l'acception du terme, pour lesquels l'obligation commence avec leur volonté et finit avec elle.* Ils sont là, parfois, quand on ne le voudrait pas ; parfois, quand on le voudrait, ils n'y sont pas ; et ils ne font pas toujours ce qu'on veut, mais ce qu'ils veulent.

Ce qui ne veut pas dire, d'ailleurs, que la Résistance ne puisse se recruter. Elle le fait, et elle doit le faire, au moment où, passant au stade de la guerre régulière, elle a besoin d'effectifs. Mais elle ne le peut évidemment que dans les zones qu'elle a déjà réussi à libérer à peu près en permanence.

* * *

Ce qui s'est passé au Vercors — et ailleurs — s'inscrit parfaitement dans ce cadre historique.

En s'efforçant de transformer leurs partisans en soldats réguliers, les chefs du Vercors ont fait ce que, avant eux, avaient fait ou tenté de faire, Vercingétorix, La Rochejaque-

lein, Mina et Abdelkader ; ce qu'ont fait après eux, Tito, Mao-Tsé-Toung et Giap. Que le résultat sur le plan tactique ait été un échec, et que les combattants aient dû se disperser lorsque, l'attaque engagée, l'effet fut obtenu, c'est la règle de ce mode de combat et cela ne prouve pas forcément qu'ils aient eu tort.

Les chefs de la Résistance n'avaient pas si mal choisi le terrain et le moment, dans la mesure où ils furent libres de le faire — nous dirons laquelle. Ils avaient parfaitement compris que de telles actions ne pouvaient se développer que loin des plages de débarquement. Dans la zone des combats, où les concentrations de troupes ennemies devaient empêcher de rallier des troupes de partisans, ceux-ci ne pouvaient avoir, en effet, que le rôle accessoire auquel les limite le général Revol : guider, renseigner les troupes régulières et, une fois dépassés, assurer à peu de frais la sécurité de leurs arrières. Mais non y jouer leur rôle principal qui est, finalement, d'obliger l'ennemi à disperser ses forces, puisque celles-ci y étaient déjà pour d'autres raisons.

On peut estimer que l'action a été prématurée. Si l'on ne craignait les conclusions abusives de l'histoire conjecturale, on pourrait aussi bien soutenir qu'elle fut tardive. Car le processus que nous avons décrit demande des délais pour atteindre son plein effet. Mais le mouvement a été différé afin de limiter au minimum les conséquences qu'aurait eues pour le pays une période de désordres prolongée. On s'est soucié, en somme, des habitants paisibles de Pont-en-Royan plus que ne l'imagine le général Revol.

Cependant, bien que le territoire ait été libéré plus rapidement qu'il n'était prévu, ce processus s'est assez développé pour que les Allemands aient dû abandonner pratiquement de larges zones dans le Midi de la France ; pour qu'on en vît sortir de grandes unités toutes constituées — comme par exemple le corps franc Pommiès — qui avaient pu se rassembler pendant que le Vercors tombait, parce qu'il tombait : pour que, enfin, une « Task Force » américaine parvînt à Grenoble

sans tirer un coup de fusil sept jours après le débarquement, alors que nos alliés n'y prévoyaient leur arrivée dans leur plan primitif que 90 jours plus tard.

On pourrait sans doute disputer à perte de vue sur ces considérations théoriques. Mais il est improbable que les officiers qui se trouvaient dans le Vercors y aient longtemps arrêté leur esprit, dès lors qu'ils furent placés en face des réalités.

Je suppose qu'ils ont seulement pensé une fois de plus — après Verdy du Vernois — « Au diable l'histoire et les principes ! Après tout, de quoi s'agit-il ? »

Les hommes qui les avaient rejoints étaient venus *proprio motu*, en deux vagues. En 1943, celle des jeunes gens menacés par le S.T.O. En 1944, celle des hommes craignant un internement massif, mesure prévue en cas de débarquement, nul ne l'ignorait en France. Et on ne voit pas comment on aurait pu les empêcher de venir, en admettant qu'on l'eût voulu.

Les motifs qui ont guidé les maquisards vers le Vercors plutôt que vers un autre massif n'avaient pas grand-chose à voir avec la stratégie et la tactique. La plupart de ces jeunes gens, pour lesquels Lesdiguières ne représentait rien de plus qu'un nom de rue de leur ville natale, y sont venus tout simplement « en voisins » parce qu'ils étaient de Grenoble ou de Romans. Tout comme Lesdiguière, d'ailleurs, qui opéra dans le Champsaur parce que c'était *son* pays et que là étaient ses partisans, beaucoup plus, sans doute, qu'en raison des avantages militaires de la position.

On ne peut sérieusement reprocher aux chefs du Vercors le côté « spectaculaire » du rassemblement, dont ils se seraient bien passés, si cela eût été possible. On peut « disperser » quelques centaines d'hommes dans un tel massif, comme on l'avait fait jusque-là ; ce n'est facile qu'en théorie, lorsqu'il y en a plusieurs milliers, qui ne sauraient passer inaperçus.

Enfin, écrire qu'il fallait « attendre le débarquement de Provence », c'est faire de l'histoire *a posteriori*, en oubliant

que le général Eisenhower lui-même n'était pas sûr qu'il aurait lieu. Comment les chefs de la Résistance française l'auraient-ils su ?

* * *

Il ne restait qu'à tirer le meilleur parti de la situation de fait, dans le cadre des ordres reçus, qui ne se prêtaient pas aux interprétations que suggère le général Revol. L'ordre de « guérilla généralisée » — et non de « soulèvement général des F.F.I. » — était représenté, tout le monde le sait, par autant de « phrases » conventionnelles, lancées par la radio, qu'il y avait de régions. Il nous paraît impossible que celle dont le sens précis était : « guérilla générale dans la Région de Lyon » dût s'interpréter « nous ne nous intéressons qu'à la Normandie », intention prêtée d'ailleurs gratuitement à l'Etat-major interallié.

Au surplus, les chefs de la Résistance — aussi bien ceux de l'extérieur que ceux de l'intérieur — furent, moins qu'on le croit, maîtres du moment. Chaque phrase passée le 5 juin, concernait une action précise et limitée excluant un soulèvement général. Mais la plupart des exécutants connaissaient celle concernant leur région, et certains d'entre eux l'ont interprétée à leur manière. D'ailleurs, ce premier mouvement, en fait spontané, fut provoqué par la nouvelle du débarquement au moins autant que par les « phrases ».

Si erreur il y eut, elle aurait donc bien été commise à Londres. Que c'en fût une, reste à prouver. Disons seulement qu'elle n'était peut-être pas si facile à éviter. Et, pour rester dans notre sujet, rappelons qu'il fallait convaincre nos alliés, qui n'y croyaient guère, des possibilités de la Résistance. Le Vercors leur en démontra l'efficacité, qui a surpris tout le monde. Les Français qui n'y croient pas après l'avoir vu sont les derniers à pouvoir s'en étonner. Mais l'action une fois déclenchée, malgré tous les contre-ordres postérieurs, les dés jetés ne pouvaient se reprendre.

C'est la vraie leçon qu'il faut tirer de ces faits. Provoquer une insurrection, l'empêcher, la différer ou l'arrêter sont des choses également difficiles.

Dans ces conditions fallait-il refuser le combat ?

« Dans toutes ses combinaisons le chef doit envisager la répercussion probable des événements sur le moral de la troupe », cite le général Revol. Ayant constaté l'effet produit par l'ordre de dispersion, s'est-il demandé quel en eût été le résultat, s'il avait été donné avant même que le sort des armes eût été tenté, et en livrant aux représailles, sans essayer au moins de les défendre, des villages, des parents qui, pour beaucoup de combattants, étaient les leurs ? Cela sans même savoir — ne craignons pas de le répéter — si un deuxième débarquement n'aurait pas lieu le lendemain ? Gens de cœur, et de jugement, tous les chefs présents furent d'accord pour se maintenir aussi longtemps que la dispersion ne s'imposerait pas, et s'ils avaient pris une autre décision, il n'est pas sûr qu'ils eussent été suivis.

Dès que la résistance s'avérait impossible, cette dernière solution s'imposait. Suggérer qu'on eût pu « rassembler tout le monde et tenter de percer », nous paraît être une vue de l'esprit. N'est-il pas contradictoire de reprocher aux chefs du Vercors, à quelques lignes de distance, d'avoir voulu faire agir en soldats des partisans qui ne peuvent trouver leur salut qu'en se dispersant ; puis de les avoir dispersés au lieu de prononcer une attaque en règle ? Et, eût-on même disposé de troupes réglées au lieu de soldats improvisés, si l'on considère les distances, les communications et les moyens, il paraît évident qu'un tel regroupement était impraticable.

Quant à l'idée d'une reddition « après avoir fait tout ce qu'exigeaient le devoir et l'honneur », disons seulement qu'elle fera sourire — amèrement — ceux qui, tombés dans ces conditions entre les mains des Allemands, ont eu la rare chance d'en sortir vivants.

* * *

La distribution des responsabilités telle que la voit le général Revol, l'assimilation des chefs de la Résistance à des commandants de subdivisions, de région ou d'armée, et le caractère de « Conseil Aulique » qu'il attribue au général Koenig, ne correspondent pas à la réalité. L'étude de l'articulation du commandement dans les conditions particulières à la Résistance dépasserait le cadre de cet article. Disons simplement qu'il fallait coordonner l'action de groupes dispersés, mais que s'agissant de partisans, on ne pouvait les diriger qu'en « prise directe ». Nécessités contradictoires accordées — non sans difficultés — par l'existence à tous les échelons d'un commandement agissant sur les groupes locaux par l'intermédiaire des délégués. Il n'existait à notre connaissance, aucun « Commandant du Sud-Est » mais un « délégué du COMAC [1] pour le Sud-Est », chargé d'y *coordonner* l'action des éléments de résistance, et dont les fonctions étaient plus comparables à celles d'un inspecteur itinérant qu'à celles d'un commandant d'armée [2].

Le commandant de la région était à Lyon, et non dans le Vercors. Son chef d'état-major s'y rendait fréquemment, mais n'y était pas non plus au moment où l'attaque s'est déclenchée [3]. Ni le commandant de l'Isère, ni celui de la Drôme n'étaient dans le massif, qui était un « maquis » à cheval sur les deux départements, et avait son chef particulier. Enfin, il ne faut pas se représenter leurs rôles, l'un comme « opérationnel » et les deux autres comme « territoriaux ». Ils ne différaient, d'assez peu, que par le caractère plus ou moins accusé de guérilla de leurs opérations.

Ces rectifications faites — précisions qui sont dans tous les ouvrages publiés où il est question du Vercors — rappelons

---

[1] COMAC — Comité d'Action — organe exécutif pour l'action du C.N.R., la plus haute instance de la Résistance en France.

[2] Appartenant à l'ORA, il n'avait d'action propre de commandement que sur les éléments de l'ORA du Sud-Est, ce qui, depuis la fusion de cette organisation dans les F.F.I. ne représentait plus un commandement opérationnel.

[3] Le chef de l'état-major a succédé au commandant de la région après la mort glorieuse de celui-ci, postérieurement à l'affaire du Vercors.

que le « délégué du COMAC » achevait en Dauphiné une tournée commencée au début de juin en Provence — où il avait laissé son adjoint, seule façon d'exercer effectivement son action. Il n'y avait rien d'anormal à ce qu'il y fût — en somme fortuitement — au moment où l'attaque s'est déclenchée.

Du reste, il faut bien remarquer que ce « chef sans armée », ainsi que le commandant de la Région et son chef d'état-major étaient surtout des « chefs sans QG », dont les états-majors et les moyens de transmissions étaient dispersés, comme le reste, dans toute la région.

Pourquoi n'en aurait-il pas été dans le Vercors aussi bien qu'ailleurs ?

Au surplus, le chef nous paraîtra toujours à sa place là où se joue la plus grosse partie ; et même dans la guerre « régulière » il est bien des cas où il doit savoir monter sur le parapet. C'est, répétons-le, encore plus vrai dans la Résistance, qui ne se dirige pas par téléphone, et où les risques doivent être égaux pour tous.

Enfin, les chefs de la Résistance ne se sont pas plus laissé enfermer dans le Massif que Lesdiguières. Seul, le commandant du Vercors y est resté, à son poste, avec les éléments dispersés sur place, qu'il a regroupés en temps utile. Quand le « délégué du COMAC » et le chef d'état-major de la région n'ont plus rien eu à faire, une fois la partie jouée, ils en sont sortis, ainsi d'ailleurs qu'une partie des effectifs.

* * *

« Entre les deux influences intellectuelles qui se partagent aujourd'hui les milieux dirigeants de l'opinion militaire française : esprit nécrosé d'une impuissante guérilla ; souffle puissant et rédempteur transmis par les fractions partout présentes dans la grande bataille d'Occident, on fait des vœux pour que celle-ci l'emporte sur celle-là », écrit le général Revol.

En somme, il semble craindre que l'expérience de la guérilla nous conduise à oublier les principes de la « Grande Guerre », et appréhender que nous devenions une sorte d'armée du Second Empire dont l'expérience africaine aurait été la cause

de notre défaite de 1870. Qui sait même ? Peut-être songe-t-on à confier la défense du territoire à une sorte d'armée de « guérilleros » aux dépens du « Corps de bataille » ?

Nous ne croyons pas qu'aucun chef militaire français l'envisage de gaîté de cœur, dût-il sa réputation — sinon son avencement — au rôle qu'il a joué dans la Résistance.

Ces derniers moins encore que les autres, car ils savent, mieux que personne, que ce mode de combat ressemble plus au sabordage d'un pays qu'à sa défense. D'ailleurs, en ce qui les concerne personnellement, s'il fallait combattre à nouveau, ils préféreraient cent fois, et en connaissance de cause, affronter tous les risques d'une campagne de Tunisie ou d'Italie que ceux de la Résistance.

Mais pour être parfaitement objectif, il faut se souvenir qu'avant d'être battus par Moltke parce qu'ils l'avaient combattu comme s'il avait été Abdelkader, les généraux de l'Armée d'Afrique avaient été tenus en échec par ce dernier, parce qu'ils l'avaient combattu comme s'il avait été Schwartzenberg. Leur vrai tort, dans les deux cas, fut de vouloir faire une autre guerre que celle qu'on leur imposait. Le général Revol ne nous entraîne-t-il pas précisément dans la même erreur qu'il leur reproche ?

Considérons la carte du « Bloc de l'Est » tel qu'il était en 1945, et tel qu'il est aujourd'hui. Constatons les immenses conquêtes réalisées par « l'esprit nécrosé d'une impuissante guérilla », et que « le souffle puissant et rédempteur transmis par les fractions partout présentes dans la Bataille d'Occident » n'y a rien pu. On peut souhaiter que celui-ci l'emporte sur celui-là. Il faut cependant bien reconnaître honnêtement que, pour le moment, et en dépit de tous les principes, c'est celui-là qui l'emporte sur celui-ci.

N'importe quel lieutenant revenant d'Indochine — le général Revol le reconnaît lui-même — a compris qu'on ne se bat pas sur une planche pourrie.

* * *

Pourquoi en serait-il autrement demain ?

Pourquoi les chefs du « Bloc de l'Est » renonceraient-ils à une stratégie qui leur a valu tant de victoires avec si peu de risques ? Faut-il, de peur d'oublier les « principes » d'une « Grand Guerre » que nous ne ferons peut-être jamais, fermer les yeux sur celle qui se fait tous les jours dans le monde entier depuis dix ans ? Et ne risquons-nous pas finalement, pour avoir méprisé toutes les petites batailles de la « guérilla », de perdre avant même de l'avoir livrée, « la grande bataille de l'Occident » ?

Qu'on n'aperçoive pas l'évidente efficacité de cette guerre-là, et l'immédiate nécessité d'apprendre à la faire nous reste incompréhensible.

Mais nous irons plus loin.

Si — à Dieu ne plaise ! — le « Corps de bataille » occidental était rejeté hors d'Europe, nous souhaitons qu'il reste des Français pour penser, comme Du Guesclin, que « mieux vaut pays pillé que terre perdue » et pour faire encore demain, quoi qu'il en coûte, ce qu'ils ont fait hier.

Si le « Bloc de l'Est », où l'on sait mieux que partout ailleurs les difficultés d'une occupation en pareil cas, pouvait être persuadé qu'il aurait à les affronter, ce serait déjà le détourner de tenter une aventure où Napoléon lui-même a échoué, et le moyen le plus sûr de l'éviter.

Si, enfin, nos ennemis éventuels nous savaient capables de retourner contre eux l'arme dont ils se serviraient contre nous, ils en deviendraient plus prudents encore.

* * *

Aussi, bien loin de se refuser à la critique de leur action, ceux qui ont pris part à la Résistance française la souhaitent. Mais ils demandent qu'elle soit objective. Et à ceux qui voudront la tenter, nous proposerons de méditer ces lignes écrites vers les années 1800 par le comte de Vauban :

« Il est assurément facile de choisir ses mesures lorsqu'on est à la tête d'une armée bien payée et fournie de tout,

lorsqu'on a des officiers à la tête de chaque département et qui surveillent tous les détails, enfin lorsqu'on est assuré de recrues, de renforts, de magasins, etc.... et qu'on n'a plus que des ordres à donner et qu'à monter à cheval. Mais quand il faut pourvoir à tout, quand il faut tout créer, quand pour conserver la confiance qui est le seul garant de la subordination, il faut étudier le caractère de chaque individu, tirer parti de ses passions comme de ses bonnes qualités, mettre à profit ses vices comme ses vertus, donner de l'importance aux choses que dans d'autres occurrences on pourrait dédaigner, concilier lorsqu'il faudrait prononcer, discourir au lieu de décider, persuader au lieu de punir, prier au lieu d'ordonner, enfin compatir aux besoins au lieu d'y pourvoir, et mille circonstances plus embarrassantes et plus imprévues les unes que les autres, on conviendra que tout cela n'était pas sans difficulté, et qu'il était plus aisé de critiquer les royalistes de l'intérieur pendant six ans que d'être vingt-quatre heures à leur place... »[1]

Lt-col. X

Nouveaux engins de combat motorisés

La différence qui, à l'origine, séparait nettement les chasseurs de chars des armes antichars défensives organiquement attribuées à l'infanterie va en s'atténuant. Ces dernières tendent en effet à augmenter leur mobilité, leur portée et leur puissance destructive.

Nous en avons donné deux exemples dans le numéro d'avril de la présente revue. L'un concernait le *Mowag*, essayé en Suisse, l'autre, le *canon antichars sans recul de 106 mm.* destiné au bataillon américain. Dès lors, nous avons appris[2] qu'un

---

[1] Comte de Vauban — Quiberon : *Mémoire pour servir à l'histoire de la Guerre de Vendée.*

[2] « Military Review » de nov. 1955.

ERRATA

(Numéro de juin 1955 - Article du colonel-divisionnaire Montfort)

Page 246, à la cinquième ligne du bas il manque la phrase suivante :

« Et encore ces doctrines souvent disparates, qui découlent en somme de ces « crédos » divers, sont-elles plus ou moins appliquées. »

Page 250, à la quatrième ligne le mot gauche *doit être remplacé par le mot* droite.